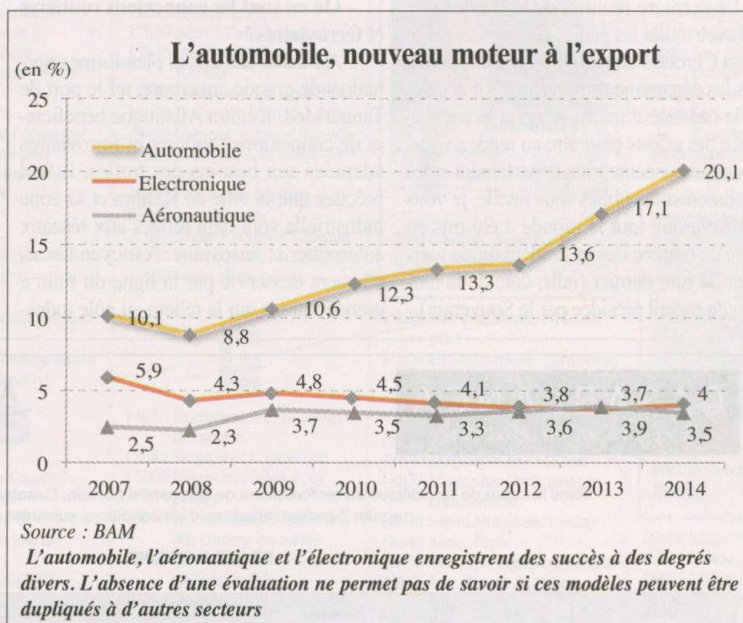


Stratégies sectorielles: La recette de BAM

- Le gouverneur de la banque centrale prône l'analyse coût/bénéfice
- Dupliquer les modèles qui marchent

DANS le dernier rapport de Bank Al-Maghrib, Abdellatif Jouahri appelle une nouvelle fois à une évaluation des plans stratégiques. Depuis quelques années, le Maroc développe des stratégies sectorielles. Mais il ne s'est jamais intéressé à évaluer leur rendement ni leur cohérence. (Lire L'Economiste du lundi 6 juillet).

Le pacte pour l'Emergence industrielle à travers ses deux phases a bien permis de développer les «métiers mondiaux», parfois avec de grandes réussites. Ainsi, à part les secteurs traditionnels où le Maroc a un certain avantage compétitif tels que le textile ou l'agro-industrie,



de nouveaux métiers sont apparus et permettent au Royaume d'apparaître dans le radar des investisseurs internationaux.

Parmi ceux-ci, figure l'automobile, qui est devenu le premier moteur à l'export, devant les phosphates. Les exportations ont doublé en huit ans. La construction de l'usine d'assemblage Renault à Tanger marque un saut qualitatif dans l'investissement industriel. En 2014, les ventes à l'étranger ont atteint 40 milliards de DH, dont 20 milliards de DH pour la seule usine au Losange. L'ouverture d'une nouvelle unité de montage par PSA Peugeot-Citroën dans la région du Gharb permettra au Maroc d'atteindre une capacité de production de 800.000 véhicules par an à l'horizon 2020. L'ambition est d'atteindre 1 million dans une dizaine d'années. L'arrivée d'un deuxième constructeur automobile devrait se traduire par l'implantation de nouveaux équipementiers et la montée en régime de ceux faisant déjà partie de l'écosystème automobile. Selon les projections, les exportations du secteur devraient flirter avec la barre des 100 milliards de DH à l'horizon 2015.

L'industrie automobile reste le seul secteur où le Maroc marque des points car les autres nouveaux métiers sont à la traîne. Ainsi, en 2014, les exportations de l'électronique ont atteint 4 milliards de DH, soit une hausse de 14,8%, mais l'on est encore loin des niveaux de 2007 où elles frôlaient les 6 milliards de DH.

L'autre métier mondial sur lequel le Maroc reste l'aéronautique. En 2014, les exportations ont atteint 3,5 milliards de DH contre 3,9 milliards de DH un an auparavant. Soit un repli de 3,9% sur un an. Pourtant, ce n'est pas les commandes qui manquent. En effet, plusieurs milliers d'appareils de différentes catégories sont commandés à travers le monde, auprès aussi bien des géants de l'industrie aéronautique tels que Boeing et Air-

bus que le brésilien Embraer ou encore le canadien Bombardier. Le secteur n'a pas encore le même degré de développement que l'automobile, mais le Maroc est parti de zéro.

Le gouverneur de BAM recommande l'évaluation des avantages, notamment fiscaux et en foncier, accordés aux investisseurs sur la base d'une analyse coût/bénéfice. Il est vrai qu'en 2014, les IDE ont atteint 36,5 milliards de DH, mais en parallèle, les investisseurs étrangers ont rapatrié 15 milliards de DH de dividendes (Voir aussi page 9). Si le transfert

Des secteurs porteurs

L'AUTOMOBILE, l'électronique et l'aéronautique constituent de nouveaux métiers pour le Maroc. Ils ont connu des succès à des degrés différents, mais ils n'ont jamais fait l'objet d'une évaluation. Pourtant, une telle démarche permettrait de savoir si ces modèles ont pu atteindre les objectifs pour lesquels ils ont été mis en œuvre et s'ils peuvent être dupliqués à d'autres secteurs. Le patronat réclame depuis plusieurs années des stratégies dédiées aux industries métallurgiques, mécaniques et électromécaniques (IMME), agroalimentaire ou encore pharmaceutique. □

de bénéfice à l'étranger par les maisons mères fait partie des règles du jeu, certaines multinationales abusent en trichant sur les prix de transfert, notamment la rubrique assistance technique, les fees management... Il faudrait évaluer dans quelle mesure les stratégies sectorielles contribuent à la transformation de l'économie nationale et l'accélération de la croissance, y compris l'industrie automobile.

L'absence d'une évaluation des plans sectoriels ne permet pas de déterminer si ces derniers sont cohérents ni s'il y a une synergie entre eux. Pourtant, il y a des thématiques qui sont communes aux différentes stratégies telles que la formation et la mise à niveau des ressources humaines. Une problématique qui devrait être prise en charge de manière globale. L'eau est également une question qui concerne pratiquement l'ensemble des plans sectoriels. Là encore, une vision d'ensemble fait cruellement défaut. □

Hassan EL ARIF



Pour réagir à cet article:
courrier@leconomiste.com

La facture des IDE

• 15 milliards de DH transférés en 2014

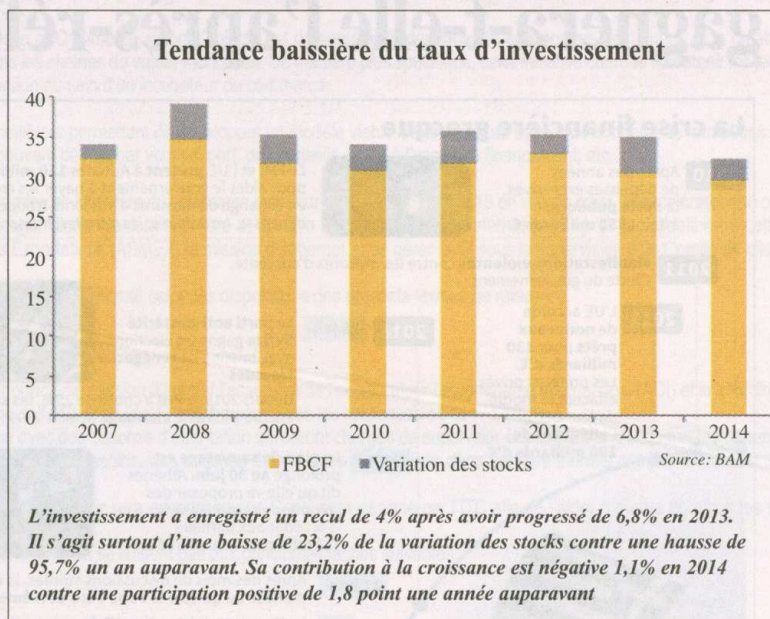
• Les retombées sur la croissance et l'emploi pas au niveau

LA bonne nouvelle est que le Maroc enregistre l'un des taux d'investissement les plus élevés au monde. La mauvaise, celle qui devrait donner à réfléchir aux politiques, est que les retombées sont inférieures aux attentes aussi bien en termes de croissance que d'emploi.

Sur la période 2000-2008, la croissance non agricole était à une moyenne de 4,8% avant de tomber à un rythme moyen de 3,6% depuis 2009 et de 3,1% sur les deux dernières années. Parallèlement le chômage est resté à des niveaux importants en particulier dans les villes et chez les jeunes (voir aussi page 8).

Dans son rapport annuel, la banque centrale reconnaît que la part importante des investissements en infrastructures économique et sociale peut expliquer les délais longs des retombées. Sauf que le niveau élevé de ces investissements est maintenu depuis plus de 10 ans.

Des problèmes au niveau du rendement des investissements étrangers en



particulier sont constatés. Car même si le Maroc a bénéficié d'importants flux, des interrogations sur leur contribution à la croissance et à l'emploi restent posées. La banque centrale s'inquiète d'ailleurs des sorties au titre des dividendes qui commencent à impacter sensiblement la balance des paiements. En 2014, elles ont atteint 15 milliards de dirhams pour un flux d'investissements directs étrangers

de 36,5 milliards, soit près de la moitié. C'est ce qui explique d'ailleurs le creusement du déficit du solde des revenus à 21,2 milliards de dirhams en 2014.

K. M.

Pour réagir à cet article:
courrier@leconomiste.com

Montée du chômage et de l'emploi non rémunéré

AVEC quatre jeunes citadins sur dix au chômage, la situation de l'emploi reste préoccupante. La banque centrale s'interroge même sur la capacité de notre modèle de croissance à tirer «profit du dividende qu'offre la transition démographique». Elle s'interroge aussi sur l'adéquation de la réglementation en matière d'emploi, laquelle est caractérisée notamment par une forte rigidité qui décourage l'embauche.

L'année dernière, l'économie a créé 21.000 postes, soit le niveau le plus faible enregistré au cours des quatorze dernières années après les 1.000 postes en 2012. Dans l'industrie, 37.000 postes ont été perdus. Du jamais vu depuis 2009, avec en plus la défaillance du PIB. Les services ont créé 42.000 postes, un nombre largement inférieur à la moyenne de 108.000 enregistrée au cours des trois dernières années. De même, l'agriculture n'a généré que 16.000 postes contre 58.000 en 2013, année marquée par une bonne récolte céréalière (2012-2013). Les postes créés en 2014 ont été exclusivement de type non rémunérés. L'emploi rémunéré a accusé une perte de 24.000 postes, la première

depuis 2000, ramenant sa part à 77,5% en 2014 contre 77,9% une année auparavant. De son côté, même si elle s'est améliorée au cours des dernières années, la qualification de la main-d'œuvre reste faible avec une part de 62% de non diplômés contre 26,6% pour les détenteurs de diplômes de niveau moyen et 11,4% pour ceux ayant un diplôme de niveau supérieur.

Si la population âgée de 15 ans et plus a augmenté de 1,5%, le taux d'activité a de nouveau reculé passant de 48,3% à 48%.

Dans les villes, la baisse varie de 0,4 point pour la tranche d'âge de 25-34 ans à 0,6 point pour celles des 15-24 ans et 35-44 ans. En zones rurales, elle a concerné particulièrement les tranches de 35 à 44 ans et de 45 ans et plus avec 1,3 et 1,1 point respectivement. Ce recul du taux d'activité ne s'explique pas uniquement par le prolongement de la scolarité mais aussi par le découragement de certaines catégories de la population active. Celles-ci ne s'inscrivent plus dans l'effectif de demandeurs d'emploi face à la persistance du manque d'opportunités sur le marché du travail. □

K. M.